

## **Discours**

**« Seul le prononcé fait foi »**

**Monsieur le Président de France urbaine, Cher Jean-Luc MOUDENC,**

**Monsieur le Premier adjoint au Maire de Paris,**

**Mesdames et Messieurs les Présidents,**

**Mesdames et Messieurs les Maires,**

**Mesdames et Messieurs,**

En venant m'exprimer devant cette conférence des villes, j'ai l'étrange sensation d'être passé de l'autre côté du miroir.

**Cher Jean-Luc,** nous avons construit ensemble avec André Rossinot et quelques autres cette grande association qu'est France Urbaine.

C'est avec vous qu'il y a quelques temps encore, j'interrogeai les Ministres sur la conception qu'ils avaient du fait urbain, sur ce que serait l'évolution de leurs dotations.

Et voilà qu'aujourd'hui, c'est moi qui me retrouve devant vous.

Pour conclure vos travaux au nom du gouvernement.

Je vais le faire en ayant à l'esprit les mêmes orientations qui guidaient mon action lorsque j'étais Maire.

Croyez-moi, cela a été pour moi un vrai déchirement que d'abandonner mes fonctions de Maire, de président de la Métropole.

Parce que, vous le savez tous, quand on est Maire, Président d'une agglomération, on a le sentiment – justifié – d'agir sur le réel, de contribuer à changer la vie de nos concitoyens, avec des moyens d'action multiples, action sur le développement économique, urbanistique, sur l'organisation de la vie scolaire, des transports, du sport, de la culture, de l'action sociale, en nouant des partenariats forts avec nos universités. Oui, on peut agir sur tout ce qui fait la vie d'une société.

Si j'ai donc accepté de devenir Ministre de l'Intérieur, de faire partie d'un Gouvernement, c'est **parce que je pensais qu'il y avait urgence.**

Urgence pour notre pays et qu'il me fallait donc répondre à l'appel du Président.

Car, je le pense, notre pays a aujourd'hui à répondre dans les plus brefs délais à la triple crise qui aujourd'hui le marque.

Crise économique : parce que nos prélèvements étaient depuis trop longtemps trop lourds, nos entreprises, vous le savez, voyaient leurs marges se réduire, et se trouvaient de plus en plus confrontées à une impossibilité d'investir, alors même que jamais la mutation technologique n'avait été aussi forte.

Résultat : en dix ans, nous avons détruit plus de 700 000 emplois industriels. Et quand on sait qu'un emploi industriel génère 3 à 4 emplois

dans les services, il ne faut pas être étonné que le chômage de masse soit dans notre pays si élevé.

Crise sociale, parce que notre compétitivité s'est effondrée, nous avons aujourd'hui 3 millions et demi de chômeurs, des millions de salariés qui ont vu leur pouvoir d'achat stagner quand ce n'est pas régresser.

Crise morale parce qu'il y a ce chômage là, parce que tant et tant de jeunes désespèrent aujourd'hui, nos concitoyens ont fini par désespérer de la promesse républicaine, celle qui assurait que progrès économique et progrès social seraient toujours liés, que quelle que soit son origine, on pouvait par son travail, s'élever dans la société. D'où une abstention de plus en plus massive, des votes qui se portent de plus en plus vers les extrêmes, voire, pour certains, une attraction pour l'idéologie la plus régressive, celle qui pousse certains à passer à l'acte contre une société qu'ils ont fini par rejeter.

**Alors oui, je pensais que dans ces conditions, je me devais de m'engager.**

Car je pense qu'ensemble, il nous faut réagir.

Réagir, c'est d'abord être capable de maîtriser une dette dont la charge représente 42 milliards d'euros, ce qui correspond aux budgets réunis de la Défense, de la Culture et de la Justice et dont on est certains qu'elle deviendrait insoutenable si demain les taux d'intérêt remontaient, qu'elle

représentera en tout cas, si nous la laissons croître, une charge terrible pour les générations futures.

Réagir, c'est être capable de redonner de la compétitivité à notre économie, en restaurant les marges de nos entreprises qui, en 2013, étaient tombées au plus bas - 28% - alors qu'à la même époque celle des entreprises allemandes était de 40%. On comprend pourquoi nos produits sont supplantés par les produits allemands, pourquoi nous avons une balance commerciale déficitaire (-48 milliards quand l'Allemagne a un excédent de 253 milliards d'euros).

Réagir, c'est aussi refuser la fatalité d'une fracture sociale qui, nous le savons bien, est souvent marquée dans nos villes par une fracture spatiale grandissante entre quartiers ou communes dynamiques et quartiers et communes en voie de paupérisation, de ghettoïsation. Fracture sociale, qui est marquée aussi par celle des territoires entre France dynamique et France en déprise.

Réagir, c'est enfin prendre en compte ces grands défis qui sont ceux du XXIème siècle, défi climatique, écologique, de santé publique. Et nous savons que nos villes ont un rôle essentiel à jouer dans ce combat.

C'est pour répondre à ces enjeux, **Mesdames et Messieurs**, que le gouvernement veut suivre un cours nouveau.

Mais me direz-vous, les premières décisions sont-elles conformes à cette orientation.

Je ne traiterai pas de tous les sujets de la politique gouvernementale. Mais laissez-moi vous dire que, pour ce qui est des collectivités locales, les engagements pris seront des engagements tenus.

Le Président de la République avait annoncé qu'il ne baisserait pas les dotations aux collectivités locales.

Cet engagement sera tenu, puisque les concours financiers de l'Etat aux collectivités locales augmenteront de +0.4%.

Je le disais, nous voulions les uns et les autres réduire la dette publique. Pour cela, l'Etat devait donner l'exemple. Et nous lui reprochions toujours de faire reposer tout l'effort sur les collectivités, alors même que lui, continuait à faire progresser ses dépenses. Ce n'est plus le cas.

Les collectivités locales, nous en étions d'accord, devaient participer à cette maîtrise de la dette publique. Mais nous refusions que ce soit de manière autoritaire, avec une baisse unilatérale des dotations.

Aujourd'hui, vous savez que le gouvernement a entendu cette revendication, que les dotations aux collectivités locales ne baisseront pas, mais qu'il les fera participer à l'effort au travers d'un pacte de confiance qui les amènera à réduire leurs dépenses de 13 milliards d'euros sur cinq ans, à charge pour elles de décider des modalités qu'elles entendent emprunter pour parvenir à ce but.

Non seulement le gouvernement ne baissera pas les dotations, mais il consolidera les subventions aux investissements locaux accordés aux

collectivités dans les deux dernières années, des subventions qui ont augmenteront de 77% par rapport à 2015.

Pour ce qui concerne le Ministère de l'Intérieur, elles s'élèveront à 1.8 milliard d'euros dont 150 millions d'euros pour la dotation politique de la ville (DPV) et 661 millions d'euros pour la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL).

Et je le cite pour mémoire, X millions pour la DTER.

Ce sont à des éléments fondamentaux de ce **pacte girondin** que le Président et le Premier ministre souhaitent pouvoir contracter avec les collectivités locales.

Mais ce ne sont pas les seuls, puisqu'au cœur de la politique que nous entendons mener, il y aura des mesures de simplifications dont on verra, quand elles seront révélées, quel impact fort elles ont pour les collectivités locales, comme d'ailleurs pour les acteurs privés, leur permettant de réduire les coûts des services produits.

### **Mesdames et Messieurs,**

Au travers de votre – j'allais dire de notre association, vous entendez porter la voix de la France urbaine.

La France urbaine, que vous avez voulu représenter dans toute sa diversité au travers des quatre collèges que vous avez formés : Ile de France, métropoles et communautés urbaines, communautés d'agglomération, et villes.

Si cette France présente des visages différents, nous savons par contre qu'elle a des facteurs communs.

Le premier, c'est d'être le moteur économique de notre pays.

Nous savons que, dans les villes moyennes, on trouve en effet le premier échelon de laboratoires de recherche, d'enseignement supérieur, un certain nombre d'industries importantes, que c'est là que commence à se constituer des pôles d'innovation et d'emploi.

Nous savons, que nos métropoles, sont en train de faire émerger des écosystèmes capables de supporter la comparaison avec ceux des grandes villes européennes, en développant une innovation de pointe, en permettant que se reconstitue dans notre pays un tissu industriel en partie déstructuré aujourd'hui.

Le second facteur que nous avons en commun, c'est que si la France urbaine est créatrice de richesses, c'est là qu'on rencontre aussi les plus grandes difficultés.

C'est elle qui regroupe la majorité des quartiers en difficulté, qui voit se développer une fracture sociale qui coïncide avec les fractures spatiales qui la traversent, et qui se trouve de ce fait en première ligne pour lutter, par des projets de rénovation urbaine et de mobilité, par des programmes de mixité sociale, contre le risque de dislocation que connaît la société française.

Nous savons encore que la France urbaine est à la fois en matière écologique le problème et la solution.

Que si elle est à l'origine des trois quarts des émissions de gaz à effet de serre et des consommations d'énergie, elle possède aussi tous les atouts pour inventer les matériaux, les procédés industriels, les technologies qui permettront demain d'atteindre les objectifs fixés par l'accord de Paris.

Cette France urbaine enfin n'est pas une France repliée sur elle-même.

Elle irrigue les territoires voisins.

C'est pourquoi le grand géographe Laurent Davezies en évoquant nos villes, parle de « machines solidaires ».

Oui, « machines solidaires », nos villes le sont parce qu'elles sont le socle d'un puissant système de redistribution.

Sait-on pour ne prendre que le seul exemple de l'Ile de France, que celle-ci produit chaque année 140 milliards d'euros de plus que ses habitants ne perçoivent de revenus, cette somme étant ensuite redistribuée partout en France grâce en particulier à notre modèle de protection sociale ?

Sait-on, si l'on prend une échelle plus locale, que la proximité d'une grande ville permet de dynamiser un territoire urbain, une zone rurale, que ce soit grâce à ceux qu'on appelle « les navetteurs » travaillant à la ville mais dépensant à la campagne, ou par les flux touristiques qui font que, le week-end, durant les vacances, des milliers de personnes font vivre ce qu'on appelle « l'économie résidentielle » ?



**Mes chers amis,** cette volonté d'être des villes solidaires avec tout le territoire, il nous faut l'affirmer de plus en plus.

Ne pas laisser se renforcer l'idée que France urbaine et France rurale seraient nécessairement opposées.

Mais au contraire porter par le verbe et par l'action, l'idée d'une complémentarité des territoires.

Faire passer dans les faits cette « alliance des territoires » que vous voulez mettre en œuvre et qui doit se concrétiser en projets partagés.

### **Mesdames et Messieurs,**

Je terminerai en me recentrant sur ce qu'on pourrait appeler « le cœur de métier » du Ministère de l'Intérieur, à savoir la sécurité.

Cette question est évidemment au cœur de vos préoccupations, à la fois parce que ce sont le plus souvent les grandes villes qui sont ciblées par le terrorisme, et parce qu'au quotidien, c'est principalement dans vos quartiers que se développe une délinquance parfois violente. Et c'est là que se multiplient les incivilités qui rendent la vie si difficiles à certains de ceux qui y habitent.

Il faut que nous réagissions. Ensemble ! Je dis bien ensemble.

Parce que si l'Etat ne saurait se défaire de ses responsabilités.

Et nous réaliserons, dans les prochaines années, un effort considérable pour nos forces de sécurité.

**Nous avons** aussi besoin de vous, de vos polices municipales, des agents de sécurité qui travaillent dans vos villes, de vos comités de quartier, de manière à ce que la sécurité puisse être une véritable coproduction.

J'entends travailler sur ce sujet en étroite coopération avec la commission sécurité de France urbaine.

Pour que la police de sécurité du quotidien ne soit pas une énième construction imposée d'en haut mais qu'elle prenne en compte les attentes de tous les Maires et Présidents présents au sein de France urbaine.

**Mesdames et Messieurs,**

Je représente le gouvernement.

Mais vous savez quelle est ma confiance dans les pouvoirs locaux.

C'est en travaillant ensemble que nous redonnerons un nouvel élan à la France, que nous restaurerons la confiance des Français.

Vive France urbaine !

Vive la République !

Vive la France !

**Je vous remercie.**

